# Questionnaire de non-participation a l’appel de soumissions

|  |
| --- |
|  |
| |  |  | | --- | --- | | Titre du projet : |  | | Numéro du projet : |  | |  | **(Indiquer le ou les projets auxquels vous ne participez pas)** | |
| **QUESTIONNAIRE DE NON-PARTICIPATION** |
| **Si votre entreprise ne participe pas à l'appel d’offres, veuillez remplir le présent questionnaire et le retourner à l’attention du ou des représentants du ministre dont les coordonnées apparaissent à la section 2 du présent document d’appel d’offres.** |
| |  |  | | --- | --- | | Nom de l’entreprise : |  | | Adresse postale : |  | |  |  | | Téléphone : |  | | Courriel : |  |   *(Veuillez cocher une des cases suivantes)*   |  |  | | --- | --- | |  | Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d’offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué. | |  | Le projet ci-dessus mentionné ne se situe pas dans notre secteur d'activité. Notre domaine de spécialisation se rapprochant le plus de votre demande est : (spécifiez le domaine) | |  | Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants : (spécifiez) | |  | Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis. | |  | Le projet ci-dessus mentionné se situe à l'extérieur de notre zone géographique d'opération. | |  | Autres raisons : (expliquez) | |
| |  |  | | --- | --- | | **Nom *(en lettres moulées)* :** |  | | **Fonction :** |  | | **Signature :** |  |  |  | | --- | | À retourner au(x) représentant(s) du ministre indiqué à l’article 2 | |

**Note importante : L’information contenue dans ce questionnaire sert à connaître les raisons ayant mené une entreprise à ne pas présenter de soumission dans le cadre d’un appel d’offres public malgré l’obtention des documents d’appel d’offres.**

# Attestation relative à la probité du soumissionnaire

PROJET : Inventaire forestier – Mandat de Catégorie 0X

NUMÉRO :

|  |
| --- |
| Je, soussigné(e), ,  *(Nom et titre de la personne autorisée par le soumissionnaire)*  en présentant au ministère la soumission ci-jointe (ci-après appelée la « soumission »),  suite à l’appel d’offres lancé par le **ministère des Ressources naturelles et des Forêts** ,  *(Nom du ministère)*  atteste que les déclarations ci-après sont vraies et complètes à tous les égards,  au nom de ,  *(Nom du soumissionnaire)*  (ci-après appelé le « soumissionnaire »).  Je déclare ce qui suit :   1. J’ai lu et je comprends la présente attestation. 2. Je sais que la soumission sera rejetée si les déclarations contenues à la présente attestation ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards. 3. Je reconnais que la présente attestation peut être utilisée à des fins judiciaires. 4. Je suis autorisé(e) par le soumissionnaire à signer la présente attestation. 5. La ou les personnes, selon le cas, dont le nom apparaît sur la soumission, a ou ont été autorisée(s) par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom. 6. Aux fins de la présente attestation et de la soumission, je comprends que le mot « concurrent » s’entend de toute société de personnes ou de toute personne, autre que le soumissionnaire, liée ou non, au sens du deuxième alinéa du point 9, à celui-ci : 7. qui a été invitée à présenter une soumission; 8. qui pourrait éventuellement présenter une soumission à la suite de l’appel d’offres compte tenu de ses qualifications, de ses habiletés ou de son expérience. 9. Le soumissionnaire a établi la présente soumission sans collusion et sans avoir établi d’entente ou d’arrangement avec un concurrent allant à l’encontre de la Loi sur la concurrence (L.R.C. (1985), c. C-34), notamment quant :  * aux prix; * aux méthodes, aux facteurs ou aux formules utilisés pour établir les prix; * à la décision de présenter, de ne pas présenter ou de retirer une soumission; * à la présentation d’une soumission qui, volontairement, ne répond pas aux spécifications de l’appel d’offres.  1. Sauf en ce qui concerne la conclusion éventuelle d’un sous-contrat, les modalités de la soumission n’ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant l’heure et la date limites fixées pour la réception des soumissions, à moins d’être requis de le faire par la loi. 2. **Important que le soumissionnaire n’oublie pas de cocher l’une des trois déclarations suivantes :**   Ni le soumissionnaire, ni une personne liée à celui-ci n’ont été déclarés coupables dans les cinq (5) années précédant la date de présentation de la soumission, d’un acte criminel ou d’une infraction prévu(e) :   * aux articles 119 à 125 et aux articles 132, 136, 220, 221, 236, 334, 336, 337, 346, 347, 362, 366, 368, 375, 380, 382, 382.1, 388, 397, 398, 422, 426, 462.31, 463 à 465\* et 467.11 à 467.13 du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46); * aux articles 45, 46 et 47 de la Loi sur la concurrence relativement à un appel d’offres public ou à un contrat d’une administration publique au Canada; * à l’article 3 de la Loi sur la corruption d’agents publics étrangers (L.C. 1998, ch. 34); * aux articles 5, 6 et 7 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L. C. 1996, ch. 19); * aux articles 60.1, 60.2, 62, 62.0.1, 62.1, 68, 68.0.1 et 71.3.2 de la Loi sur l’administration fiscale (RLRQ, chapitre A-6.002); * à l’article 44 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (RLRQ, chapitre T-1); * aux articles 239 (1) a) à 239 (1) e), 239 (1.1), 239 (2.1), 239 (2.2) a), 239 (2.2) b), 239 (2.21) et 239 (2.3) de la Loi de l’impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), ch. 1, 5e supplément); * aux articles 327 (1) a) à 327 (1) e) de la Loi sur la taxe d’accise (L.R.C. (1985), ch. E-15); * à l’article 46.2 3° de la loi sur les institutions de dépôts et de la protection des dépôts (rlrq, chapitre 1-13.2.2); * à l’article 515 4° de la loi sur les assureurs (rlrq, chapitre a-32.1); * aux articles 27.5, 27.6, 27.11 et 27.13 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1); * à l’article 605 de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, chapitre C-67.3); * aux articles 16 avec 485 et 469.1 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (RLRQ, chapitre D‑9.2); * aux articles 610 2° à 610 4° et 610.1 2° de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2); * aux articles 219.8 2° à 219.8 4° de la Loi sur les élections scolaires (chapitre E-2.3); * aux articles 564.1 1°, 564.1 2° et 564.2 de la Loi électorale (chapitre E-3.3); * à l’article 66 1° de la Loi sur les entreprises de services monétaires (RLRQ, chapitre E-12.000001); * aux articles 65 avec 160, 144, 145.1, 148 6°, 150 et 151 de la Loi sur les instruments dérivés (RLRQ, chapitre I-14.01); * aux articles 84, 111.1 et 122 4° de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction (RLRQ, chapitre R-20); * à l’article 356 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d’épargne (RLRQ, chapitre S‑29.01); * aux articles 160 avec 202, 187, 188, 189.1, 190, 195 6°, 195.2, 196, 197 et 199.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (RLRQ, chapitre V-1.1); * à l’article 45.1 du Règlement sur les contrats d’approvisionnement des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1, r.2) concernant une violation des articles 37.4 et 37.5 de ce règlement; * à l’article 58.1 du Règlement sur les contrats de services des organismes publics (RLRQ, chapitre C‑65.1, r.4) concernant une violation des articles 50.4 et 50.5 de ce règlement; * à l’article 58.1 du Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1, r.5) concernant une violation des articles 40.6 et 40.7 de ce règlement; * à l’article 83 du Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information (RLRQ, chapitre C-65.1, r.5.1) concernant une violation des articles 65 et 66 de ce règlement; * à l’article 10 du Règlement sur les contrats d’approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes visés à l’article 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1, r.1.1) concernant une violation des articles 7 et 8 de ce règlement; * à l’article 10 du Règlement sur les contrats de construction des organismes municipaux (RLRQ, chapitre C-19, r.3) concernant une violation des articles 7 et 8 de ce règlement.   ayant été déclaré coupable d’un tel acte criminel ou d’une telle infraction, le soumissionnaire ou une personne qui lui est liée, en a obtenu la réhabilitation ou le pardon.  malgré que le soumissionnaire ou une personne qui lui est liée ait été déclaré coupable d’un tel acte criminel ou d’une telle infraction, une autorisation de contracter a été délivrée au soumissionnaire ou l’autorisation de contracter que celui-ci détient n’a pas été révoquée.  \* Aux fins de la présente attestation, les articles 463 à 465 du Code criminel s’appliquent uniquement à l’égard des actes criminels et des infractions mentionnés ci-dessus.  Pour l’application de la présente attestation, on entend par personne liée : que le soumissionnaire est une personne morale, un de ses administrateurs et, le cas échéant, un de ses autres dirigeants, de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 50 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale, et que le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés et, le cas échéant, un de ses autres dirigeants. L’infraction commise par un administrateur, un associé ou un des autres dirigeants du soumissionnaire doit l’avoir été dans le cadre de l’exercice des fonctions de cette personne au sein du soumissionnaire.  Je reconnais ce qui suit :   1. Si le ministère découvre, malgré la présente attestation, qu’il y a eu déclaration de culpabilité à l’égard d’un acte criminel ou d’une infraction mentionné(e) au point 9, le contrat qui pourrait avoir été accordé au soumissionnaire dans l’ignorance de ce fait pourra être résilié et des poursuites en dommages-intérêts pourront être intentées contre le soumissionnaire et quiconque en sera partie. 2. Dans l’éventualité où le soumissionnaire ou une personne qui lui est liée serait déclaré(e) coupable d’un acte criminel ou d’une infraction mentionné(e) au point 9 en cours d’exécution du contrat, le contrat pourra être résilié par le ministère   Et j’ai signé,  *(Signature) (Date)* |

# Déclaration concernant les activités de lobbyisme exercées auprès du MRNF relativement à l’appel d’offres

PROJET : Inventaire forestier – Mandat de Catégorie 0X

NUMÉRO :

|  |
| --- |
|  |
| Je, soussigné (e), , |
| *(Nom et titre de la personne autorisée par le soumissionnaire)* |
|  |
| en présentant au MRNF la soumission ci-jointe (ci-après appelée la « soumission ») à la suite de l’appel d’offres lancé par le  **ministère des Ressources naturelles et des Forêts** , |
| *(Nom de l’organisme public)* |
|  |
| atteste que les déclarations ci-après sont vraies et complètes à tous les égards |
|  |
| au nom de : , |
| *(Nom du soumissionnaire)* |
| (ci-après appelé le « soumissionnaire ») |
|  |
| Je déclare ce qui suit : |
|  |
| 1. J’ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration; |
|  |
| 1. Je suis autorisé(e) par le soumissionnaire à signer la présente déclaration et à présenter, en son nom, la soumission qui y est jointe; |
|  |
| 1. Toutes les personnes dont le nom apparaît sur la soumission ci-jointe ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la soumission en son nom; |
|  |
| 1. Le soumissionnaire déclare (**cocher l’une ou l’autre des déclarations suivantes**) : |
| * que personne n’a exercé pour son compte, que ce soit à titre de lobbyiste d’entreprise, de lobbyiste-conseil ou de lobbyiste d’organisation, des activités de lobbyisme, au sens de la Loi sur la transparence et l’éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et des avis émis par le commissaire au lobbyisme\*, préalablement à cette déclaration relativement au présent appel d’offres; |
| * que des activités de lobbyisme, au sens de la Loi sur la transparence et l’éthique en matière de lobbyisme et des avis émis par le commissaire au lobbyisme\*, ont été exercées pour son compte et qu’elles l’ont été en conformité avec cette loi, avec ces avis ainsi qu’avec le Code de déontologie des lobbyistes\* préalablement à cette déclaration relativement au présent appel d’offres (chapitre T-11.011, r.2). |
|  |
| 1. Je reconnais que, si le MRNF a des motifs raisonnables de croire que des communications d’influence non conformes à la Loi sur la transparence et l’éthique en matière de lobbyisme et au Code de déontologie des lobbyistes\* ont eu lieu pour obtenir le contrat, une copie de la présente déclaration pourra être transmise au commissaire au lobbyisme par le MRNF. |
|  |
| Et j’ai signé, \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| *(Signature) (Date)* |
|  |
| \* La Loi, le Code et les avis émis par le commissaire au lobbyisme sont disponibles à cette adresse : [www.commissairelobby.qc.ca](http://www.commissairelobby.qc.ca) |
|  |

# Formulaire de soumission

PROJET : Inventaire forestier – Mandat de Catégorie 0X

NUMÉRO :

|  |  |
| --- | --- |
| en mon nom personnel ou au nom du prestataire de services que je représente :   1. je déclare : 2. avoir reçu et pris connaissance de tous les documents afférents au projet en titre, lesquels font partie intégrante du contrat à être adjugé; 3. avoir pris les renseignements nécessaires sur la nature des services à fournir et les exigences du projet; 4. être autorisé à signer ce document. 5. je m’engage en conséquence : 6. à effectuer les tâches décrites dans les documents reçus ainsi que tout autre travail qui pourrait être requis suivant l’esprit de ces documents; 7. à respecter toutes les conditions et spécifications apparaissant auxdits documents; 8. à respecter la soumission présentée en réponse à cet appel d’offres;   D) À exécuter le projet conformément au bordereau ci-joint.  le montant de ma soumission est de :  *(en lettres moulées)* *(en chiffres)*  ce montant est en fonction des quantités préalablement estimées par le ministre et ne sert qu’au calcul de la plus basse soumission conforme. l’engagement du prestataire de services porte sur les prix unitaires et les taux horairessoumis dans le bordereau de prix.   1. je certifie que les prix ou les taux soumis sont valides pour une période de soixante (60) jours à partir de l’heure et de la date limites fixées pour la réception des soumissions. 2. je conviens que les prix et les taux soumis incluent le coût de la main-d’œuvre et de l’équipement si requis, nécessaires à l’exécution du contrat de même que les frais généraux, les frais d’administration, les frais de déplacement, les avantages sociaux, les profits et les autres frais indirects inhérents au contrat et, lorsqu’ils s’appliquent, les frais et les droits de douane, les permis, les licences et les assurances. | |
| prestataire de services :  numéro d’entreprise du Québec (NEQ) :  adresse :    (courriel) (télécopieur)    Nom du signataire (en lettres moulées) | **Le montant soumis ne doit pas inclure les taxes si applicables.** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Signature Date | |

# Formulaire « Bordereau de prix »

PROJET : Inventaire forestier – Mandat de Catégorie 0X

NUMÉRO :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TYPE DE TRAVAUX** | **QUANTITÉ ESTIMÉE (1)** | | **PRIX UNITAIRE** | | **SOUS-TOTAL** |
| Placettes-échantillons temporaires |  | **×** |  | = |  |
|  |  |  | TOTAL | | $**\*** |

**\* à reporter dans le formulaire « Soumission »**

|  |  |
| --- | --- |
| Capacité de production exprimée en nombre de placettes échantillons temporaires équivalentes **pour le présent appel de soumissions** (1 PEP = 2 PET) | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ PET  (Utiliser seulement si plus d’un projet) |

N.B. : Le montant des taxes ne doit pas apparaître dans le « Bordereau de prix ».

No. de projet et titre : 3311-230 - Inventaire forestier– Mandat de Catégorie 0X

Nom du prestataire de services : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(Lettres moulées)

**Équipe :**

Pour un appel de soumissions concernant des mandats de catégorie 02, le prestataire de services doit présenter une équipe d’au moins 7 personnes, soit : 1 ingénieur responsable, 1 chargé de projet, 2 chefs d’équipe et 3 assistants. Inscrire le nom des ressources présentées pour ce mandat :

\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_

\_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_

\_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_

\_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_

\_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_ \_\_\_ \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_

**Équipe sous-traitée**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(1) Les quantités estimées ou le nombre d’heures estimé sont indiqués afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du ministre.

# Absence d’établissement au Québec

PROJET : TITRE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

NUMÉRO : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
| **Tout prestataire de services n’ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau, doit remplir et signer le présent formulaire et le produire avec sa soumission.**  **Tout prestataire de services ayant un établissement au Québec doit, en lieu et place du présent formulaire, transmettre à l’organisme public, avec sa soumission, une attestation délivrée par l’Agence du revenu du Québec, nommée « Attestation de Revenu Québec ».** |

|  |
| --- |
| Je, soussigné(e), \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,  *(Nom et titre de la personne autorisée par le prestataire de services)*  en présentant au ministre la soumission ci-jointe (ci-après appelée la « soumission »)  atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.  Au nom de : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,  *(Nom du prestataire de services)*  (ci-après appelé le « prestataire de services »)  je déclare ce qui suit.   * Le prestataire de services n’a pas d’établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau. * J’ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration. * Je suis autorisé(e) par le prestataire de services à signer cette déclaration et à présenter, en son nom la soumission. * Je reconnais que le prestataire de services sera inadmissible à présenter une soumission en l’absence du présent formulaire ou de l’attestation délivrée par Revenu Québec.   Et j’ai signé, \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  *(Signature) (Date)* |

# Déclaration concernant la reproduction de documents contenus dans une soumission transmise sur support papier

PROJET - TITRE :

NUMÉRO :

La présente déclaration doit être complétée dans le cas où certains documents contenus dans une soumission transmise sur support papier ne sont pas des originaux mais des documents qui ont été reproduits. Constitue notamment un document reproduit, la photocopie d’un document dont l’original sur support papier a été signé de façon manuscrite. Constitue également un document reproduit, un document imprimé dont l’original sur support technologique a été signé à l’aide d’un procédé de signature électronique.

|  |
| --- |
| Je, soussigné(e), , *Nom et titre de la personne qui a procédé à la reproduction des documents*  agissant pour ,  *Nom du soumissionnaire*  suite à l’appel d’offres lancé par ,  *Nom du ministère ou de l’organisme public*  atteste que les déclarations ci-après sont vraies et complètes à tous les égards,  Dans le cas où la soumission transmise contient des documents imprimés dont les originaux sur support technologique ont été signés à l’aide d’un procédé de signature électronique:   * format des documents source : PDF\_\_\_ doc\_\_\_ xls \_\_\_\_jpeg\_\_\_\_ autre(\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_) * imprimante(s) utilisée(s) (marque(s), modèle(s)) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ * garantie du procédé quant à la préservation de l’intégrité : par défaut\_\_\_\_ autre(colorimétrie, résolution, qualité) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   Je soussigné(e), déclare que :   * je suis une personne en autorité ou responsable de la conservation des documents transmis dans la présente soumission. J’ai effectué la reproduction de ces documents; * les documents transmis ont été reproduits dans leur totalité. Ils comportent la même information que les documents sources et leur intégrité est assurée; * je reconnais que la version reproduite des documents transmis sera considérée comme ayant la même valeur juridique que la version source; * le matériel et les logiciels utilisés le cas échéant sont au minimum de qualité standard et j’ai utilisé minimalement les options par défaut pour garantir la meilleure qualité des reproductions; * je m’engage à conserver les originaux ou documents sources pendant une période de trois ans à compter de la date de la transmission de la présente soumission; * les informations fournies dans la présente déclaration sont exactes.   Et j’ai signé,  *Signature Date* |

# Programme d’obligation contractuelle

**ÉGALITÉ EN** **EMPLOI**

|  |
| --- |
| IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT |
| L’entreprise québécoise ayant à son emploi plus de 100 employé(e)s au Québec doit, pour se voir octroyer un contrat de 100 000 $ ou plus, s’engager au préalable à implanter un programme d’accès à l’égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Pour faire la preuve de son engagement à implanter un tel programme, l’entreprise joint un « Engagement au programme » (voir section 4 du présent formulaire) ou, si elle en a déjà soumis un auparavant, elle indique le numéro officiel de « l’Attestation d’engagement » qui lui a été accordé ou le numéro du « Certificat de mérite » s’il y a lieu.  L’entreprise ou un sous-contractant du Québec ou d’une autre province ou territoire du Canada qui est régi par la législation fédérale, dont l'entreprise compte plus de 100 employés et à l’égard duquel un programme fédéral d’équité en emploi est applicable, ne doit pas s’engager au Programme d’obligation contractuelle du Québec puisqu’il implante déjà un programme d’équité en emploi conforme au programme fédéral.  L’entreprise ou un sous-contractant d’une autre province ou territoire du Canada qui compte plus de 100 employés et à l’égard duquel un programme d’équité en emploi est applicable doit, si le contrat ou le sous‑contrat est de 100 000 $ ou plus, fournir préalablement à la conclusion du contrat ou du sous‑contrat une attestation selon laquelle il s’est engagé à implanter dans son entreprise un programme d’équité en emploi conforme à celui de sa province ou de son territoire. |

|  |
| --- |
| 1. **IDENTIFICATION DE L’ENTREPRISE** |
| |  |  | | --- | --- | | Nom de l’entreprise : |  | | Numéro d’entreprise du Québec (NEQ) : |  | | Raison sociale : |  | | Adresse : |  | | Téléphone : |  | | Télécopieur : |  | | Nom du mandataire : |  | | Titre du mandataire : |  | | Téléphone du mandataire : |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | Signature du mandataire |  | Date : |  | |

|  |
| --- |
| 1. **PROGRAMME D’ÉGALITÉ EN EMPLOI EXISTANT DANS L’ENTREPRISE** |
| * 1. **LA SOUMISSION PROVIENT DU QUÉBEC** * *inscrire le numéro officiel de « l’Attestation d’engagement »:*  |  |  | | --- | --- | | A - |  |   *ou*   * *inscrire le numéro de « Certificat de mérite » :*  |  |  | | --- | --- | | *C -* |  |   ***Le Ministère/Organisme doit vérifier cette information en consultant les listes du Secrétariat du Conseil du trésor.***  *ou cochez la case suivante*  L’entreprise est régie par la législation fédérale (elle implante déjà un programme d’équité en emploi conforme au programme fédéral). ***Le Ministère/Organisme doit vérifier cette information à partir du lien accessible par le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.***  *Si aucune de ces situations n’est applicable, l’entreprise doit compléter la section 3.1 ou la section 4.*  J’atteste que mon entreprise est engagée ou assujettie audit programme, s’il en est. Je reconnais que le non-respect des exigences de ce programme a pour effet d’interdire la conclusion de tout contrat jusqu’à ce que mon entreprise se conforme aux exigences du programme.  Signature du mandataire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   * 1. **LA SOUMISSION PROVIENT DE L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC MAIS À L’INTÉRIEUR DU CANADA**   *Cochez une des options suivantes :*  L’entreprise est régie par la législation fédérale (elle implante déjà un programme d’équité en emploi conforme au programme fédéral). ***Le Ministère/Organisme doit vérifier cette information à partir du lien accessible par le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.***  L’entreprise est déjà engagée à implanter un programme d’équité en emploi conforme à celui de sa province ou de son territoire (dans le cas où les dispositions d’un programme d’équité en emploi sont applicables). ***L’attestation d’engagement doit être fournie.***  *Si aucune de ces situations n’est applicable, l’entreprise doit compléter la section 3.2.*  J’atteste que mon entreprise est engagée ou assujettie audit programme, s’il en est. Je reconnais que le non-respect des exigences de ce programme a pour effet d’interdire la conclusion de tout contrat jusqu’à ce que mon entreprise se conforme aux exigences du programme.  Signature du mandataire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 1. **ENGAGEMENT À UN PROGRAMME D’ÉGALITÉ EN EMPLOI NON REQUIS** |
| * 1. **LA SOUMISSION PROVIENT DU QUÉBEC**   *S’il n’est pas nécessaire d’obtenir un engagement au programme, indiquer la ou les raison(s) applicable(s) :*  Le montant de la soumission est inférieur à 100 000 $.  L’entreprise ne compte pas plus de 100 employé(e)s permanent(e)s à temps plein ou à temps partiel au Québec. ***Le Ministère/Organisme doit vérifier cette information au Registraire des entreprises.***  *Si aucune de ces situations n’est applicable, l’entreprise doit obligatoirement compléter la section 4.*   * 1. **LA SOUMISSION PROVIENT DE L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC MAIS À L’INTÉRIEUR DU CANADA**   *S’il n’est pas nécessaire d’obtenir un engagement au programme, indiquer la ou les raison(s) applicable(s) :*  Le montant de la soumission est inférieur à 100 000 $.  L’entreprise ne compte pas, au Canada, plus de 100 employé(e)s permanent(e)s à temps plein ou à temps partiel.  L’entreprise n’a jamais fait affaire avec le gouvernement de sa province ou de son territoire.  L’entreprise n’a pas de programme applicable dans sa province ou son territoire. |
| 1. **ENGAGEMENT AU PROGRAMME \*** |
| Afin de se conformer au programme d’obligation contractuelle, je, au nom de l’entreprise que je représente, m’engage advenant **la conclusion d’un contrat de 100 000 $ ou plus** :  À implanter un programme d’accès à l’égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et selon les modalités énoncées à la section 5 du présent formulaire.  Nombre d’employé(e)s au Québec :  Je reconnais que le non-respect de cet engagement a pour effet d’annuler mon « Attestation d’engagement » et d’interdire la conclusion de tout contrat jusqu’à ce que je détienne une nouvelle attestation d’engagement.  Signature du mandataire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  **\* Prendre note que l’attestation d’engagement au programme sera délivrée uniquement à l’entreprise qui obtiendra le contrat.**  **L’organisme public doit transmettre, au Secrétariat du Conseil du trésor, le formulaire de l’entreprise adjudicataire, lorsque la section 4 est complétée, et y joindre le formulaire Rapport d’adjudication.** |

|  |
| --- |
| 1. **CONTENU DE L’ENGAGEMENT – MODALITÉ DE MISE EN OEUVRE** |
| 1. Information, par le mandataire général de l’entreprise, auprès du personnel, du syndicat ou de l’association d’employés et d’employées, de l’engagement pris par l’entreprise de mettre sur pied un programme d’accès à l’égalité conforme à la **Charte des droits et libertés de la personne du Québec**. 2. Nomination de cadres supérieurs responsables de la mise en œuvre du programme. 3. Mise en œuvre du programme en quatre phases.   Diagnostic de la situation des membres des groupes cibles dans l’entreprise.   * + 1. Détermination d’une sous-utilisation des membres des groupes cibles à l’aide des analyses de l’effectif et de la disponibilité.     2. Dépistage des règles ou pratiques de l’entreprise qui pourraient avoir ou avoir eu des effets discriminatoires sur les membres des groupes cibles, à l’aide de l’analyse du système d’emploi.   Élaboration du programme.   * + 1. Fixation des objectifs numériques.     2. Choix des mesures de redressement pour contrer la sous-utilisation.     3. Choix des mesures d’égalité de chances pour contrer les règles ou pratiques discriminatoires.     4. Choix des mesures de soutien, s’il y a lieu.     5. Établissement d’un échéancier de réalisation.     6. Choix des moyens de contrôle.   Implantation du programme.  Évaluation du programme.   1. Transmission à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, dans les délais prévus, des documents suivants pour fins de vérification de conformité aux engagements pris et aux « lignes directrices concernant la validité des programmes d’accès à l’égalité établis volontairement dans le secteur de l’emploi » émis par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse :   dans les neuf mois qui suivent la conclusion du contrat : résultats de la phase de diagnostic (3.1);  dans les quatre mois suivants : le plan du programme (3.2);  **à tous les deux ans** et jusqu’à la fin du programme, production d’un rapport d’étapes sur l’implantation du programme. |